

LA RÉSISTANCE CONTRE LE « CHOC DES SAVOIRS » NE FAIBLIT PAS !

LE 14 MAI, TOUS EN GRÈVE POUR L'ABROGATION DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS DU 17 MARS !

AG et réunions partout pour préparer les suites et mettre tout en œuvre pour bloquer la réforme!

Les vacances zonées, les ponts et week-end prolongés qui reviennent avec le printemps n'y font rien : la colère contre le « choc des savoirs », le rejet qui mobilise les personnels et les parents depuis janvier ne retombent pas.

Dans les différentes zones, dès le retour des vacances de printemps, et dans la continuité de la mobilisation engagée dans la Seine-Saint-Denis le 26 février dernier sur le mot d'ordre « *Pas de moyens, pas de rentrée !* », les assemblées générales d'établissements, de secteurs, les réunions publiques, les opérations « *collège mort* », les grèves, les rassemblements, les manifestations, ont repris dans de nombreux départements : en Haute Garonne, dans l'Essonne, à Paris, dans les Hauts de Seine, dans le Val d'Oise, dans le Rhône, dans le Var...

Dans les Hauts de Seine, des opérations « *établissements déserts* » organisées les 25, 30 avril et 7 mai ont touché 22 communes (les deux tiers du département), 46 collèges (soit 46,5 % des 99 collèges publics), 2 lycées et 5 écoles élémentaires. Près de 24 000 élèves ne se sont pas rendus en cours, soit près de 78 % des élèves attendus ces jours-là. Trois manifestations locales ont eu lieu pour soutenir le mouvement...

C'est dans ce contexte que la FNEC FP-FO, la CGT Educ'action et SUD Education ont décidé d'appeler ensemble les personnels « *à faire de la semaine du 13 mai une semaine d'amplification de toutes ces mobilisations avec une journée de grève le 14 mai* », puis « *à se réunir afin de débattre des suites et des modalités de la mobilisation* ».

D'ores et déjà, plusieurs départements se sont emparés de cet appel, certains élargissant l'intersyndicale à la FSU et / ou

la FCPE : la Charente-Maritime, le Morbihan, l'Indre-et-Loire, le Tarn, le Tarn-et-Garonne, les Pyrénées-Atlantiques, la Loire-Atlantique, les départements d'Île de France...

Le 6 mai, à Evry, dans l'Essonne, une centaine de parents d'élèves et de professeurs, représentant 44 établissements, réunis en assemblée générale avec FO, la CGT, la FSU, SUD, l'UNSA, la CFDT, la FCPE et divers collectifs et associations de parents, ont fait le constat que « *le refus du « choc des savoirs » est unanime et qu'il y a des mobilisations un peu partout en France pour obtenir son retrait ainsi que des moyens pour les établissements et les écoles* », puis rappelant que « *dans le département, des actions ont été menées avec succès à Ste Geneviève des bois, à St Michel sur Orge, à Chilly Mazarin, à St Chéron, à Crosnes, à Athis Mons, à Palaiseau, à Villebon, à Villemoison, à Grigny...* », ils ont décidé « *d'organiser la grève nationale contre le choc des savoirs le mardi 14 mai ; d'organiser une opération « établissements déserts » dans tout le département de l'Essonne le jeudi 16 mai* ».

HOLD-UP SUR LES HSE ET LES IMP



Face à cette situation, le président Macron et ses ministres répriment à tour de bras tous ceux qui leur résistent : les syndicalistes, les représentants de l'opposition, les étudiants qui se mobilisent pour le cessez-le-feu à Gaza, les lycéens qui se mobilisent contre Parcoursup et le « choc des savoirs »... Par cette escalade autoritaire, il remet gravement en cause les libertés démocratiques, à commencer par les libertés de se réunir, de se rassembler, de manifester, de revendiquer... Mais dans le même temps, il ne fait que révéler au grand jour sa faiblesse, sa position minoritaire, son isolement dans la population.

Tout le monde a vu, le 1^{er} mai, le ministère de l'Education nationale faire volte-face, en à peine 24 heures, sur sa décision de reprendre les budgets correspondants aux heures supplémentaires effectives (HSE) et aux indemnités pour missions particulières (IMP) non consommées dans les établissements, dans le cadre des 700 millions d'euros de coupes budgétaires pour 2024. Ce recul précipité est à mettre au compte de la mobilisation des personnels. Il a révélé de façon flagrante la peur panique du gouvernement, d'une explosion de la colère, d'une généralisation des mobilisations, des grèves contre son plan de restructuration / liquidation de l'École publique.

ILS SONT INQUIETS À JUSTE TITRE, CAR NOUS POUVONS LES ARRÊTER

Incapable de convaincre du bien-fondé de sa réforme, incapable d'envisager autre chose que le passage en force, le ministère cherche coûte que coûte à mettre en œuvre le « choc des savoirs ». Dans plusieurs académies, les professeurs de Français et de Mathématiques sont convoqués à des formations pour mettre en place les groupes de besoin. Qu'à cela ne tienne, ils se saisissent de tous les moyens à leur disposition pour bloquer la réforme.



Au collège de Rugles, dans l'Eure, les professeurs de Français et de Mathématiques apprenant le 7 mai, alors qu'ils organisaient avec succès une opération « collège mort » (seulement 6 élèves présents sur 242), qu'ils étaient convoqués à un webinar de formation le 14 mai, ont décidé d'écrire leur refus de mettre en place la réforme

à leur chef d'établissement, déclarant : « Les personnels pédagogiques et éducatifs ont manifesté à plusieurs reprises leur désaccord avec la réforme du « choc des savoirs » et la mise en place des groupes de besoin qui menace la sociabilisation des élèves. (...) Nous refusons de nous impliquer dans toute forme d'action contribuant à la mise en œuvre de cette réforme : convocation, formation, réunion, (...), constitution des groupes (...). Nous souhaitons donc vous informer que 22 enseignants sur 23 de l'établissement soutiennent cette décision. Nous demandons donc le retrait de la réforme du « choc des savoirs » ».

En Seine-Saint-Denis, le SNFOLC Créteil appelle les personnels à un rassemblement devant le rectorat le 23 mai, jour auquel les professeurs de Français et Mathématiques sont convoqués à un webinar de formation au « choc des savoirs », afin de porter en délégation les motions et prises de position adoptées dans les établissements



Les personnels ont raison : cette réforme est rejetée par tous ! Elle ne répond à aucune revendication ! Elle n'a aucune légitimité ! Elle doit être retirée !

Dans ces conditions, le SNFOLC appelle l'ensemble des personnels à se mettre massivement en grève le 14 mai, et à se réunir partout, sans attendre, afin de préparer les suites et de mettre en discussion tous les moyens efficaces pour bloquer la réforme Attal, y compris la généralisation au plan national, dans toutes les académies, du blocage des collèges et lycées par la grève et sa reconduction jusqu'à satisfaction des revendications :

- ▶ Abrogation des décrets et arrêtés du 17 mars organisant le « choc des savoirs » ;
- ▶ Annulation des 10 milliards d'euros de coupes budgétaires supplémentaires, dont près de 700 millions à l'Éducation nationale ;
- ▶ Annulation des suppressions d'heures, de postes, de classes programmées à la rentrée 2024, maintien et création des heures, postes et classes nécessaires ;
- ▶ Arrêt / abrogation des contre-réformes qui cassent l'École publique, ses enseignements disciplinaires, ses diplômes nationaux et remettent en cause les statuts et missions des personnels (réformes du lycée et du baccalauréat, Parcoursup, Pacte enseignant, acte 2 de l'école inclusive, réforme de la voie professionnelle...);
- ▶ Augmentation du point d'indice (10 % tout de suite et rattrapage des 28,5 % perdus depuis 2000) !